

OUTIL 48

Orientation relative à la surveillance des arrangements de prise en charge

Les visites de surveillance visent à :

- Soutenir et conseiller tant l'enfant que la personne qui s'en occupe sur l'instauration et le maintien d'une relation saine et protectrice, et régler tout problème émergent par la médiation ;
- Garantir que l'enfant et la famille accèdent aux services et aux ressources communautaires conformément au plan de prise en charge ;
- Informer l'enfant et la personne qui s'en occupe des progrès accomplis vers des solutions de prise en charge à long terme, en particulier la réunification de la famille ;
- Surveiller et réduire le risque de maltraitance, de négligence ou d'exploitation de l'enfant ;
- Obtenir des informations sur le repérage et les arrangements de contact.

(Williamson, Katharine, *Draft Standard Operating Procedures for Supporting Children's Community-Based Care Placements*, Comité international de secours, 2010, cité dans : Melville Fulford, Louise, *Alternative Care in Emergencies (ACE) Toolkit*, Save the Children pour le compte du groupe de travail interinstitutions sur les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, 2013, pp. 84, 85.)

Afin de garantir une surveillance efficace, les organisations et les travailleurs sociaux devraient :

- Éclairer pleinement les enfants sur ce qu'ils peuvent attendre des mesures de surveillance.
- S'entretenir avec l'enfant et la personne qui s'en occupe, tant séparément que conjointement, pendant les visites de surveillance, en permettant à chacun d'exprimer ses préoccupations ; s'entretenir également avec d'autres membres de la communauté tels que des enseignants et des membres du réseau de protection communautaire.
- Donner suite aux préoccupations concernant l'accès aux services/ressources dans un délai déterminé.
- Recouper les informations de surveillance et effectuer des visites inattendues.
- S'assurer que toutes les personnes qui assurent la surveillance, qu'il s'agisse de volontaires, de travailleurs sociaux des autorités locales ou du personnel d'organisations non gouvernementales, comprennent le système de gestion des dossiers et sont formées à identifier les signes de maltraitance, à mesurer le bien-être de l'enfant et à signaler les incidents.
- Informer les enfants de leurs droits et de la conduite à adopter si leurs droits ne sont pas respectés ou s'ils souhaitent déposer une plainte, y compris par un système de plainte adapté aux enfants¹.

¹ Par exemple : Save the Children, *Guide to a Child-Friendly Complaints System: Lessons learnt from Dadaab refugee camps*, Save the Children, 2011.